

Extrait de :

Sofia Fernandes, Eulalia Rubio,

"Solidarité dans la zone euro : combien, pourquoi, jusqu'à quand ?",

Policy Paper n° 51, Notre Europe, Février 2012.

Préface

En ce début d'année 2012, si nous portons notre regard sur l'évolution de la zone euro au cours des deux dernières années, nous pouvons en tirer deux conclusions. La crise de la dette publique a servi d'impulsion à un renforcement de l'Union économique et monétaire (UEM) en permettant des avancées qui étaient impensables juste avant la crise. Cependant, malgré ces avancées, la crise s'est aggravée au fil du temps car les réponses apportées ont été tardives et insuffisantes.

Face à l'urgence de la crise, les enseignements du passé sont souvent négligés ; ils peuvent, pourtant, nous aider à mieux comprendre les enjeux présents et à y apporter les réponses adéquates. À travers cette analyse de la solidarité dans la zone euro, Sofia Fernandes et Eulalia Rubio se prêtent à cet exercice, en nous invitant à revisiter le passé avant de tourner le regard vers l'avenir.

Les enjeux de solidarité et de coordination liés au partage d'une monnaie commune étaient bien présents dans les débats qui ont précédé la création de l'UEM et les auteurs nous rappellent que les réflexions d'il y a 20 ans sont toujours d'actualité. J'ai été parmi ceux qui ont défendu, dans les années 90, que l'UEM devait être dotée d'un pilier économique fort ; j'ai notamment proposé, en 1997, de doter la zone euro d'un pacte de coordination des politiques économiques. Cependant, cette idée ne plaisait pas à l'époque et il aura fallu attendre que la crise de la dette publique révèle les vices de construction de l'UEM pour que ce sujet soit à nouveau à l'ordre du jour.

Outre ce besoin de renforcer la coordination des politiques économiques – et non seulement la surveillance budgétaire –, les erreurs du passé, individuelles comme collectives, nous forcent à envisager une solidarité accrue pour surmonter cette crise. Les auteurs nous rappellent que cette solidarité n'est pas basée sur la générosité mais sur l'intérêt de chaque État membre (ne serait-ce qu'en raison des interdépendances entre les États) ainsi que sur la défense d'un projet commun. Il n'y a pas de solution miracle à cette crise, contrairement à ce que certains défendent en préconisant que la Banque centrale européenne soit le prêteur en dernier ressort de l'UEM. La solidarité interétatique nécessaire pour surmonter cette crise comporte certes un coût mais, en cas de fragmentation de la zone euro, les dommages et les coûts seraient bien supérieurs.

À travers leur analyse ancrée sur la solidarité, Sofia Fernandes et Eulalia Rubio nous présentent une vision lucide de cette crise, en distinguant les enjeux de court et de long terme. Elles évaluent les apports, mais aussi les risques, de toute solution impliquant une avancée de l'indispensable solidarité entre les membres de l'UEM, tout en rappelant qu'il ne peut y avoir davantage de solidarité sans une responsabilité accrue de chaque État membre.

Jacques Delors, Président fondateur de Notre Europe